

**PARTI
OUVRIER**
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

Communiqué de Grégoire PRIVOLT

Candidat du POID - Elisabeth INSALACO, suppléante

partiouvrier.villeurbanne@gmail.com

➤ Suivez-nous sur latribunedescanuts.fr



2 juin 2017

Qu'est-ce qui permettra de satisfaire les besoins de la population :

LA COHABITATION... OU LA RUPTURE ?

Les conditions de l'élection de Macron — au plus 20% des inscrits ayant voté pour son programme — ont montré à quel point sa politique de destruction des conquêtes ouvrières (Code du travail, Sécurité sociale, retraites, statuts...), inscrite dans le cadre des diktats de l'Union européenne, est minoritaire, illégitime.

Faudrait-il cohabiter avec Macron dans le cadre de la V^e République et de l'Union européenne...

Mais force est de constater que le seul enjeu mis en avant dans ces élections législatives par les principales forces politiques semble être : « *Quelle couleur voulez-vous donner au quinquennat Macron ?* »

Ainsi sous l'égide de leurs ténors, de Baroin (LR) à Mélenchon (France insoumise), tous les candidats se déclarent prêts en cas de victoire à gouverner avec Macron, quitte à lui « imposer la cohabitation » (lire à ce sujet les derniers éditoriaux du journal du POID, *La Tribune des travailleurs*).

Tous indiquent donc, après s'être pliés sous une forme ou sous une autre au prétendu « choix » entre Macron et Le Pen, qu'il n'y aurait pas d'autre choix que de respecter les institutions antidémocratiques de la V^e République, et de l'UE. N'est-ce pas là ce qui permet aux sondeurs d'annoncer une possible majorité absolue pour Macron dans la future Assemblée nationale ?

... ou bien rompre avec ces institutions antidémocratiques ?

Pour notre part, nous sommes candidats pour combattre la politique de Macron, président illégitime au service des capitalistes, et pour répondre à une question : « *Qu'est-ce qui permettra de satisfaire les besoins de la population ?* »

Avec notre parti, le POID, nous répondons : l'aide à l'unité des travailleurs et jeunes, sur un terrain de classe, pour défendre et reconquérir les conquêtes sociales arrachées de hautes luttes ; la rupture avec la V^e République et l'Union européenne ; l'élection à la proportionnelle intégrale d'une Assemblée constituante souveraine constituée de délégués élus, mandatés et révocables ; l'établissement d'un gouvernement ouvrier. Toutes mesures qui sont incompatibles avec le respect des attributions bonapartistes du 8^e président de la V^e République.

Nos positions ne sont pas à prendre ou à laisser. Nous les soumettons à la discussion de tous ceux qui veulent combattre la politique de guerre et de précarisation généralisée promise par Macron.

Quel « choix » s'offre aux travailleurs et jeunes de Villeurbanne ?

A Villeurbanne comme ailleurs, ceux qui veulent mener ce combat savent qu'il appelle la mobilisation de millions unis avec leurs organisations de classe, à commencer par leurs syndicats, pour défaire les plans de Macron. Comme aux présidentielles, des millions vont s'abstenir lors des élections législatives ; d'autres y chercheront tout point d'appui pour s'engager dans la voie de la rupture avec Macron et ouvrir une issue politique.

Or, parmi ceux qui se disputent leurs suffrages, plusieurs candidats font mine de s'opposer... mais en réalité « cohabitent » déjà au sein de la majorité municipale du maire (PS) Jean-Paul Bret dans laquelle siégeait

Pascale Crozon, la députée (PS) sortante. C'est le cas de Didier Vullierme (suppléant de Najat Vallaud-Belkacem, PS) mais aussi de Chafia Tifra (suppléante de Bruno Bonnell, En Marche !)... ou encore de Mathieu Soares (candidat du PCF et conseiller municipal délégué à la « réussite éducative »).

Ainsi tous affirment la main sur le cœur que face à la poussée démographique il faudrait plus d'écoles à Villeurbanne... mais votent POUR les budgets d'austérité qui mettent en œuvre la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités. Des budgets qui conduisent à refuser, « faute de locaux », des ouvertures de classe et d'écoles pourtant indispensables, ou à ne pas recruter et rémunérer suffisamment les agents nécessaires au bon fonctionnement des services publics - comme l'a montré la longue grève dans les cantines scolaires l'an dernier.

Cela n'est d'ailleurs pas propre à Villeurbanne : il en va de même à Grenoble, ville dirigée par une majorité d'écologistes et de partisans de la France insoumise, qui ont eux aussi des candidats différents aux législatives mais qui votent ensemble par exemple des fermetures de bibliothèques municipales, contre la mobilisation acharnée des personnels avec leurs syndicats.

Alors que faudrait-il accepter encore ? La privatisation (inédite), sous forme d'une « délégation de service public », de l'entretien et de la cantine du collège public qui doit ouvrir à la rentrée prochaine dans le quartier Saint-Jean de Villeurbanne ?

Au nom de quoi, cette fois-ci : d'une « nécessaire cohabitation » avec Gérard Collomb, nouveau ministre de l'Intérieur (PS-En Marche !) et toujours - provisoirement ? - président de la Métropole de Lyon, gestionnaire des collèges publics ?

Peut-on prétendre satisfaire les besoins de la population, "rendre le pouvoir au peuple", dans le cadre d'une cohabitation avec les Macron, Collomb et consorts ?

Non, cela exige de rompre avec les politiques d'austérité et de privatisation des services publics, de rompre avec les institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne qui les organisent.

Le POID est partisan de l'unité, de l'action commune pour combattre les plans du gouvernement Macron, sur la base « *de la cohérence et de la clareté* » dans les positions politiques.

Des candidats comme Laurent Legendre (France Insoumise), Mathieu Soares (PCF) et d'autres disent vouloir combattre Macron et défendre les travailleurs et les jeunes. S'il est possible de faire ne serait-ce qu'un pas concret et pratique dans ce sens, nous sommes prêts à l'action commune.

Par exemple, **pourquoi ne pas s'adresser ensemble au maire de Villeurbanne Jean-Paul Bret et au président de la Métropole Gérard Collomb, et exiger qu'ils ouvrent les classes immédiatement et construisent les établissements scolaires publics nécessaires, sans aucune forme de privatisation?** Faudra-t-il pour cela refuser les budgets d'austérité ? Ne pas répondre « oui » serait tromper la population.

Pour notre part nous pensons qu'il ne peut y avoir de démocratie sans la construction d'un authentique parti ouvrier qui représente les intérêts particuliers (et majoritaires dans la population) de la classe ouvrière et de la jeunesse, toujours plus livrées à la précarité. Un parti qui se prononce clairement et agit pour la rupture. **Nous vous appelons à rejoindre le POID pour construire ensemble un tel parti.**

Le POID prépare son congrès national, en soumettant largement cette réflexion :

En cette période de décomposition-recomposition politique, est-il nécessaire et possible de (re)construire un parti ouvrier sur des bases de classe ?

Tous les travailleurs, les militants, les jeunes, qui souhaitent discuter de ces questions sont invités à participer au **Congrès départemental du POID du Rhône, le samedi 10 juin à 14h** (*salle précisée après inscription ci-dessous*).

<input checked="" type="radio"/> Je soutiens la candidature de Grégoire PRIVOLT (signature publique : ■ oui / ■ non)	<input checked="" type="radio"/> Je souhaite participer au Congrès ouvert du POID du Rhône le 10 juin à 14h
<input type="radio"/> Je verse (facultatif) €	<input type="radio"/> J'adhère au POID

Nom-prénom : **Qualité** :

Mail : **Tél** :

Chèque à l'ordre de "José FERNANDES, mandataire financier du candidat Grégoire PRIVOLT"